

CORRECTIONNELLE

Assez de juges pour les affaires?

« Aujourd'hui, je tiens à vous dire qu'aucune demande [de renfort] n'a été examinée par quelque autorité judiciaire que ce soit, sauf erreur de transmission », a indiqué hier à la Chambre le secrétaire d'État au Budget Melchior Wathelet (cdH), s'exprimant au nom du ministre de la Justice. M. Wathelet réagissait à une interpellation conjointe de plusieurs députés, dont Jean-Marc Nollet (Ecolo), qui relayaient l'appel public lancé fin mai par le président du tribunal de Première instance. « Sans renfort, c'est Mission Impossible », avait déclaré le président Ray-

nal (notre édition du 29 mai). Du coup, la réponse de M. Wathelet n'a pas manqué de faire bondir Jean-Marc Nollet. « Je n'ai évidemment pas accès au courrier du ministre, mais je suis surpris que ses collaborateurs n'aient pas pu voir, comme nous, la communication grand public qui a eu lieu. Il faut bien se dire que ce n'est pas dans les habitudes de la Justice de faire ce genre de communication. Dès lors, je suppose que si cela a été fait, ce n'est pas sans raison. Je ne vous cache pas non seulement ma déception mais aussi ma surprise. »



Selon le ministre, on n'a pas demandé plus de juges.

■ DG
« C'est avant tout aux autorités judiciaires de régler au mieux la gestion du flux des tribunaux », a poursuivi le secrétaire d'État. « Il s'agit d'une question d'organisation interne, qui relève de la compétence et de la responsabilité des autorités judiciaires. »

Insatisfait, le député vert a insisté auprès de M. Wathelet. « Quand la demande officielle arrivera, pour autant qu'elle arrive - mais je pense ne pas prendre trop de risques en disant cela - je vous demande d'y répondre très rapidement. »

